

M. HEAPS: Vous avez peu à critiquer sur la période de 1930 à 1938.

M. WALSH: De 1930 à 1938, je trouve bien peu à critiquer sur l'administration. Depuis 1930, je crois que la direction des chemins de fer Nationaux a fait tout en son pouvoir pour supprimer les dépenses inutiles et pour conduire l'entreprise aussi économiquement qu'il leur était possible de le faire dans les circonstances. Je ne tiens aucunement responsable l'administration et la direction actuelle de la situation dans laquelle nous nous trouvons ni du milliard de dollars de dettes que nous avons accumulé. J'aurais voulu voir au rapport une autre page qui aurait donné ces chiffres que nous aurions pu garder sous les yeux et qui nous auraient permis de comprendre exactement ce que nos chemins de fer signifient pour nous et pour le peuple canadien. Ils auraient aussi pu servir de freins au cas ou plus tard, quand la prospérité sera revenue comme il y a lieu de l'espérer, des directeurs auraient été tentés de faire de nouvelles extravagances.

De plus, ces chiffres seraient une source précieuse de renseignements. C'est ce que j'ai soutenu l'an dernier. Ce sont ces chiffres que je voulais avoir dans le rapport de l'an dernier. Tout ce que j'ai obtenu c'est ce que le ministre nous a lu ce matin, un appendice ajouté aux comptes publics qui donne des renseignements utiles mais qui ne nous intéresse peu parce que ce qui apparaît en appendice est généralement peu lu par le public et même par les membres de ce Comité. Voilà donc une compilation de chiffres qui est cachée là où on ne s'attendrait pas à la trouver. Ces chiffres, au lieu de paraître dans les comptes publics devraient, si le ministre me permet de faire une proposition, se trouver dans l'Etat financier des chemins de fer.

L'hon. M. HOWE: Je me permets de faire remarquer à mon honorable ami que bien peu de gens sont intéressés à calculer l'intérêt sur l'argent qu'ils perdent. Les rares personnes que la chose intéresserait pourraient se reporter aux Comptes publics.

M. WALSH: Quand on perd de l'argent, il est parti; mais dans ce cas, l'Etat a prêté de l'argent sur lequel il continue à verser les intérêts. Il y a des obligations en circulation pour représenter cette somme d'argent sur lesquels l'Etat paie les intérêts.

L'hon. M. HOWE: J'en doute.

M. WALSH: Nous avons maintenant supprimé cette dette aux livres. Nous disions que ce n'était qu'une dette aux livres et nous l'avons fait disparaître. En même temps a cessé le calcul des intérêts sur les avances faites par l'Etat et le peuple canadien ne peut plus se faire une idée exacte de la situation des chemins de fer Nationaux de 1922 à nos jours.

Je ne dis pas que j'approuve ce qui a été fait en 1932 alors qu'on a supprimé certains chiffres. Si j'avais été là en ce moment je me serais opposé à ce que fit le gouvernement du jour. Je n'ai pas confiance dans ces manières d'agir. Je préfère présenter au peuple une image exacte de la situation. Aujourd'hui ce compte est quelque peu disparu de nos livres, mais un état comme celui que j'ai en mains pourrait nous montrer chaque année, quand nous nous réunissons ici, ce que le chemin de fer a réellement coûté au peuple canadien. Je crois que ce sont là des renseignements précieux et qu'ils devraient trouver une place dans cet état financier. J'insiste auprès du ministre pour que, lorsqu'il publiera dans les Comptes publics l'état tel que prescrit par l'article 24, page 6, de la Loi sur la revision du capital, il fasse aussi paraître cet état dans les rapports qui sont soumis au Comité. Il ne s'y trouve pas. Ni l'un ni l'autre de ces deux états ne paraît dans ce rapport, et il me semble qu'ils devraient y être. J'insiste sur ce point devant le Comité et surtout devant le ministre afin d'encourager ce dernier à nous donner un tableau plus complet de la situation des chemins de fer l'an prochain.

M. HEAPS: A la page 1 du rapport présenté au Comité se trouvent à peu près tous les renseignements que demande M. Walsh, excepté l'intérêt sur les